

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/BOL/1

G/SCM/Q1/BOL/1

22 mars 2000

(00-1191)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

NOTIFICATION DE LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponse de la BOLIVIE¹ aux questions de HONG KONG, CHINE²

La Mission permanente de la Bolivie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 mars 2000.

Question a)

Quel est le statut juridique de l'Accord en Bolivie? A-t-il force de loi?

Réponse

La Bolivie a ratifié par la Loi n° 1637 du 5 juillet 1995 l'Acte final du Cycle d'Uruguay instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et reprenant les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Question b)

Les autorités antidumping boliviennes sont-elles tenues, juridiquement ou autrement, de respecter les dispositions de l'Accord au cours d'une procédure antidumping, ou de prendre celles-ci en considération, par exemple pour interpréter la législation nationale?

Réponse

Conformément à la nouvelle Loi sur l'Organisation du pouvoir exécutif n° 1788 du 16 septembre 1997, il appartient au Vice-Ministère de l'industrie et du commerce intérieur d'élaborer la législation dans ce domaine. Par conséquent, compte tenu de la participation de la Bolivie à l'Acte final du Cycle d'Uruguay, ce Vice-Ministère a commencé à mettre la législation du pays en conformité avec les dispositions de l'OMC.

¹ G/ADP/N/1/HKG/1 et G/SCM/N/1/HKG/1.

² G/ADP/W/341-G/SCM/W/349.

Question c)

Quelles mesures la Bolivie a-t-elle prises, et quelles mesures additionnelles prendra-t-elle, pour assurer la conformité de ses lois, réglementations et procédures administratives avec les dispositions de l'Accord, comme le prescrit l'article 18.4?

Réponse

Aux fins de mise en conformité avec l'article 18.4 de l'Accord, le gouvernement bolivien élabore actuellement une loi sur les mesures antidumping, les subventions et les mesures compensatoires qui respecte les dispositions des Accords de l'OMC.

Question d)

Comment la Bolivie assurera-t-elle le respect des dispositions de l'Accord avant que ses lois ne soient rendues totalement conformes à cet accord?

Réponse

Les dispositions qui sont actuellement appliquées en Bolivie dans ce domaine ont force de loi et resteront en vigueur jusqu'à ce que la nouvelle législation conforme aux Accords de l'OMC soit approuvée. Le gouvernement bolivien s'efforce donc d'en accélérer l'élaboration et de coordonner la coopération technique avec les organismes internationaux susceptibles de participer à cette tâche.

Question e)

Si la Bolivie envisage d'apporter une modification à sa législation existante, ou d'adopter une nouvelle législation, quels en seraient le but et le champ d'application? Quel est le calendrier prévu à cette fin?

Réponse

Les nouveaux textes législatifs en cours d'élaboration dans le pays auront rang de loi et les procédures seront approuvées par un décret suprême que promulguera le pouvoir exécutif.

Étant donné que ce travail est en cours d'élaboration, la Bolivie n'a pas encore prévu de calendrier législatif.

Question 2

Quelles procédures la Bolivie a-t-elle mises en place en matière de révision judiciaire pour respecter ses obligations au titre de l'article 13 (Révision judiciaire) de l'Accord?

Réponse

Dans le cadre de la nouvelle législation en cours d'élaboration, les procédures en matière de révision judiciaire seront prises en compte, conformément à l'article 13 de l'Accord.

Question 3

Quelles sont la politique et la législation de la Bolivie concernant la mise en œuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?

Réponse

Le gouvernement bolivien travaille actuellement à l'adaptation de sa législation pour la rendre compatible et la mettre en conformité avec les normes de l'OMC; elle comprendra les dispositions nécessaires à la mise en œuvre des résultats des rapports établis par les groupes spéciaux de l'OMC.

Note: Lorsque le gouvernement bolivien a promulgué le Décret suprême n° 23308, le 22 octobre 1992, et son Règlement n° 25191-93, le 14 février 1993, les normes du GATT constituaient une référence et n'étaient donc pas contraignantes pour le pays. La Bolivie ayant ratifié l'Accord du Cycle d'Uruguay le 5 juillet 1995, par la Loi n° 1637, de nombreux aspects de la législation actuelle ne concordent pas avec les dispositions des Accords de l'OMC; aussi la Bolivie s'efforce-t-elle d'ajuster sa législation nationale pour la rendre compatible avec les Accords de l'OMC.
